

## **Relevé des interventions des membres du CN des 23 et 24 novembre 2019**

Nous publions les interventions qui ont été rendues à ce jour, soit sous forme de résumés, soit intégrales.

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

### ***SAMEDI 23 NOVEMBRE (matin)***

#### **01 Gisèle Malaval – Aube**

Dans l'Aube l'appareil politique du PS est laminé ; EELV a 3 adhérents alors que le département est en détresse écologique ; la FI est silencieuse ; en face le député Larem est inconnu et d'ailleurs invisible. D'où la construction de listes citoyennes à l'initiative des élus de gauche, auxquelles nous participons évidemment. Compte tenu du règne de la droite il est difficile d'avoir une expression politique, en particulier dans la presse locale. Mais on sent une vraie colère s'exprimer dans la population quand il s'agit de cantine trop chère, de transport trop cher ou trop rare, de désert médical et de précarité. C'est donc l'amélioration et la transformation du quotidien qui seront l'enjeu des municipales. Si bien que les conseillers municipaux ou communautaires communistes sont les plus à même à paraître légitimes dans leur participation à des listes ouvertes aux citoyennes et aux citoyens. Légitimes parce qu'ils ont une persévérance reconnue dans des combats menés pour l'intérêt général, voire même des victoires. Notre utilité de communistes se voit déjà à Troyes : après une conférence de J.Baudrier, conseiller PCF de Paris, sur la gratuité des transports et le développement de l'offre, tout à fait réalisables à Troyes, nous n'avons pas eu de couverture médiatique, malgré la présence de 200 personnes, mais, deux jours après, un maire-adjoint a allumé un contre-feu dans la presse locale, en disant que la régie des transports allait élargir son offre - preuve qu'ils avaient senti le danger. Baroin, qui se soucie essentiellement de l'embellissement de la ville et qui aurait été un maire très convenable pour Neuilly, va être obligé de prendre en compte les revendications sociales de la population s'il veut apparaître comme présidentiable. Et nous allons tout faire pour l'y contraindre à l'occasion des municipales, pour l'intérêt général et pour remettre la gauche dans la lumière. A Saint-André-les vergers, 12 000 habitants, c'est un conseiller municipal PCF, JP Cornevin, secrétaire fédéral, qui a été élu tête de liste d'une liste citoyenne issue d'une association créée depuis environ, un an « Saint-André causes communes ». Reconnu seul véritable opposant au maire de droite depuis 25 ans, il est porteur d'un projet co-construit avec la population : chaque samedi matin jusqu'au 14 décembre, après avoir reçu un questionnaire, les habitants pourront quartier par quartier, autour d'un café, être partie prenante de leur nouveau projet communal. A Romilly/Seine c'est un collectif citoyen déjà bien étoffé avec, comme cheville ouvrière, Fethi Cheikh, conseiller municipal PCF, qui a entamé la construction d'un projet de « changement » pour la deuxième ville du département. Dans chaque ville du département les communistes ont lancé des appels pour rassembler la population et les forces de gauche lorsqu'elles ont une activité locale, afin de construire ensemble des projets de ville mettant au cœur la démocratie locale, la solidarité et l'écologie. Les formes et la méthode peuvent différer mais le fil rouge reste la construction collective et la volonté politique qu'exige l'urgence sociale et environnementale.

#### **02 Céline Brulin – Seine-Maritime**

Dans le paysage politique très compliqué que nous vivons, avec des forces de gauche qui se voient comme la grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf, avec des citoyens qui ne croient pas que la politique peut améliorer leur vie, avec des communes qui restent des espaces où s'engagent de nombreux citoyens, avec des élus locaux moins rejetés que les autres, la conduite à tenir c'est la volonté ferme d'améliorer concrètement la vie de nos concitoyens. Et ça ça n'est pas tourner le dos à la politique, c'est au contraire en faire.

Répondre à la désertification médicale par exemple, quand un médecin sur 2 ne prendra bientôt plus de patients. En lien avec nos batailles pour dégager moyens financiers et humains pour nos hôpitaux publics. En prenant des initiatives concrètes en faveur de l'implantation de médecins, en montrant les limites du système d'exercice libéral, en défendant l'égalité territoriale qui implique au minimum la régulation de l'installation des médecins. Défendre le commerce de proximité qui n'est pas sans lien avec le pouvoir d'achat des habitants, ni avec les grandes plateformes type « Amazon » qui ne paye quasiment pas d'impôt en France mais déstructurent profondément notre tissu commercial.

Maintenir et développer nos services publics, un train ou une gare, ici, un bureau de poste là. En refusant la métropolisation qui conduit à concentrer richesses et services dans quelques grands centres urbains et désertifie tout le reste du pays. Nous avons un message communiste à porter sur ces sujets et sur bien d'autre, et un atout : les élus communistes sont à la fois des gestionnaires, plutôt bons, et ils inscrivent cette gestion dans un combat plus global. Ils mènent des combats pour défendre citoyens et territoires. En prenant les choses ainsi, nous pouvons être des repères forts et rassembler très largement.

Les priorités de notre direction nationale doivent dans ce contexte être :

- 1 - conforter les communes à direction communiste, qui sont bien souvent des villes moyennes. Des initiatives et une solidarité sont sans doute à mettre en œuvre pour empêcher des listes concurrentes à gauche dans ces villes.
- 2 - les villes qui peuvent se doter d'un maire communiste. Au Havre, nous ne « souhaitons pas la tête de liste », nous considérons qu'objectivement Jean-Paul Lecoq est la seule tête de liste qui peut battre Edouard Philippe et les siens.
- 3 - mailler le territoire, de la plus petite à la plus grande commune, en ne privilégiant pas un partenariat sur un autre mais en contribuant aux rassemblements les plus larges.

### **03 Jérémie Giono – Isère**

Sans revenir trop en détail sur la situation iséroise, notre paysage local est à l'image de ce que Pierre a présenté dans son rapport. D'un côté, des territoires entiers où la Gauche est en lambeaux et peine à relancer des dynamiques réelles ; de l'autre des perspectives possibles de victoires à certains endroits, dans deux communes de 20.000 habitants du Nord-Isère avec des listes de large rassemblement de toute la gauche conduites par d'autres là où la droite est éclatée, ou encore dans deux communes de 6.000 habitants avec des listes conduites par des communistes. Dans la métropole, où la gauche est forte mais divisée selon des géométries variables, une commune à direction communiste de 20.000 habitants menacée par le rapprochement d'anciens LR et PS autour de la droite gouvernementale, deux communes à direction communiste de 35.000 habitants où les choses sont compliquées, mais où l'on devrait se débrouiller.

Au-delà de ces aspects, je voulais revenir sur deux choses.

Les militants grenoblois ont posé jeudi dernier un acte d'une importance qui dépasse les seules frontières iséroises, en votant à plus de 85% le rassemblement avec l'équipe d'Eric Piolle, maire sortant EELV. Je ne dirais pas que les choses ont été simples, pour qui connaît l'histoire des dernières années, mais le travail des communistes aura permis d'obtenir des avancées significatives sur le fond programmatique et sur la représentation future de notre Parti dans les instances municipales et métropolitaines.

Cet acte peut et doit être mis en avant partout où EELV fait le choix de la division ou du manque de clarté vis-à-vis de la Gauche. Les camarades de Arles sont déjà venus il y a deux semaines sur Grenoble, mais nous sommes disponibles pour faire tous les liens utiles aux camarades.

Par ailleurs, je voulais insister sur la dimension intercommunale mentionnée par Pierre. Ces échelons sont de plus en plus importants et prégnants dans la vie des gens, et si nous devons

bien évidemment continuer de dénoncer et de combattre cette évolution qui mine la proximité communale, il faut aussi s'y préparer. Sur les métropoles particulièrement, où l'évolution vers un mode de scrutin direct - « à la lyonnaise » ou autrement – a été repoussée mais finira par advenir.

Dans la construction des listes, nous devons positionner des camarades sur ces échelons, dans l'objectif d'en faire des figures publiques locales identifiées durant le prochain mandat.

Nous pouvons également construire des campagnes politiques croisées avec nos dynamiques municipales autour des thèmes clés gérés par les intercommunalités. A titre d'exemple, en Isère nous avons travaillé au printemps sur notre « projet métropolitain », et nous lançons jeudi un tract sur les transports à 10.000 exemplaires qui sera diffusé sur les nœuds de correspondances du réseau aux heures de pointe. La logique est bien de mettre l'activité communiste sur la ville-centre au service de nos dynamiques de banlieue, en touchant des gens que nous ne croisons pas forcément sur les marchés ou dans les espaces de sociabilité des communes.

#### **04 Martine Garrigou – Val-de-Marne**

Je suis Martine Garrigou, élue municipale à Créteil, déléguée à la santé et vice-présidente du Territoire T11 (soit 16 communes autour de Créteil). Si j'évoque Créteil et non les autres villes du Val-de-Marne, c'est que les situations sont très différentes d'une ville à l'autre. Créteil, c'est la ville préfecture, plus de 90 000 habitants. Le Parti participe depuis plus de 20 ans à la majorité municipale dirigée par le PS. J'ai été désignée par les camarades comme cheffe de file du Parti. Une délégation a rencontré la France Insoumise et des militants de Génération ; aucun accord ne semble se dégager. Nous semblons nous orienter vers une reconduction de la même majorité municipale menée par Laurent Cathala qui brigue un 8<sup>e</sup> mandat. Nous avons exprimé fermement notre refus de participer à une liste où seraient présents des membres de la République en Marche ou du Modem. Nous avons su que le député M'Baye avait contacté le Maire, espérant se refaire une virginité de gauche, lui qui a été élu, grâce à la division de la gauche, dans une circonscription où d'habitude la celle-ci obtient 70% des suffrages. Actuellement, nous avons 7 élus avec 2 maires adjoints et 1 vice-présidente au Territoire, dirigé également par Cathala et auquel beaucoup de compétences ont été transférées. Ayant eu vent d'une liste FI dont on ne sait pas encore si elle va s'allier à la France Insoumise, le Maire tient à afficher une liste résolument à gauche et c'est à quoi nous œuvrons dans nos négociations avec le PS. Nous avons été aidés dans ces négociations par notre secrétaire fédéral Fabien Guillaud-Bataille qui a rencontré Cathala dans le cadre des accords des deux fédérations, la nôtre et ce qui reste du PS. Nous avons établi un programme municipal où nous insistons sur la nécessité de plus de démocratie participative, plus de soutien aux services publics de proximité (petite enfance, santé, éducation, seniors etc...), nous voulons un moratoire sur le logement social pour lutter contre les expulsions locatives-ily en a à Créteil-, contre la vente des logements sociaux, pour un encadrement des loyers privés en négociant avec le Territoire et pour conserver le même pourcentage élevé de logements sociaux sur la ville, soit 48%. En effet, l'arrivée de la ligne 15 du métro attise les appétits des promoteurs immobiliers. Par ailleurs, nous réclamons la création d'un poste d'adjoint aux droits des femmes. Nous comptons diffuser la trame de notre programme municipal et de l'enrichir grâce à l'apport de la population cristolienne, cette population que nous connaissons bien, que nous rencontrons régulièrement lors de nos actions militantes pour la défense des services publics de proximité (que ce soit contre la fermeture des bureaux de poste, pour la défense des trois hôpitaux publics de Créteil, pour maintenir des services de proximité pour les finances publiques...).

#### **05 Serge Laybros – Lot**

Nous avons déjà recensé 21 communes dans lesquelles les communistes s'engagent dans la bataille des municipales. Dans 4 communes, ils conduiront une liste. L'objectif est de dépasser allègrement au plan départemental le seuil de 20 élus communistes. A Figeac, nous disposerons d'une vice-présidence à la communauté de communes. C'est inédit ! A Cahors, notre volonté de rassemblement se heurte pour le moment aux propositions indécentes en terme d'élus du maire PS sortant. Un phénomène doit attirer toute notre attention, celui de la création de communes nouvelles. Dans le Lot, nous sommes passés en 3 ans de 340 à 300 communes. Il faut a minima que tout projet de fusion de communes soit inscrit au projet municipal et qu'un référendum au plan local soit mis en place, afin de lutter contre l'opacité qui entoure ses processus. Nous devons réaffirmer notre attachement à la commune, pilier de nos institutions et outil de proximité indispensable et pertinent.

#### **06 Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis**

Dans toutes les communes les communistes participeront activement à la construction citoyenne de projet municipaux en apportant notamment notre contribution sur quatre axes : la démocratie communale, la défense et développement des services publics liée à l'égalité territoriale, l'écologie indissociablement liée au social et à une renaissance industrielle de notre pays. Car sans cette renaissance industrielle avec un pilotage public et des nationalisations, nous serons forcés comme nous le sommes déjà à acheter des politiques publiques sur l'étagère aux grands groupes capitalistes. Nous avons et aurons un besoin fort d'échange d'expériences en matière de [projets](#), de [communication](#), des [règles électorales](#), d'[organisation](#), de [questionnaire](#), [d'études d'opinions](#), ... à ce titre les secteurs Vie du Parti et Élections mettent à disposition une bibliothèque numérique. Alors que les rues des communes de France sont surveillées par 150000 caméras auxquelles s'ajoutent 1,5 millions de caméras dans les espaces publics, les expérimentations de reconnaissance faciale dans l'espace public se multiplient sous la pression des industries du sécuritaire. Cédric O, secrétaire d'état au numérique propose un « grand débat » (sic) qui n'est qu'opération de communication, afin de préparer le terrain à l'« acceptabilité sociale » et à la légalisation de la reconnaissance faciale. La reconnaissance faciale de rue pose des problèmes majeurs par rapport au respect des libertés et de la vie privée. Elle est de plus très loin d'avoir efficacité vantée par ses promoteurs. Elle génère un taux très important de faux positifs. C'est en particulier vrai pour les hommes non blancs, les femmes et les personnes en précarité sociale, faisant ainsi émerger les biais cognitifs racistes, sexistes et sociaux, des concepteurs de ces systèmes. Elle débouchera fatalement sur la recherche de comportements supposés suspects, « asociaux », et de « signaux faibles », plongeant la France dans une société de la surveillance et du contrôle de toutes et tous, en tout lieu et tout temps. Dans ce capitalisme de la surveillance, l'être humain sera systématiquement le problème et la technique la solution. Elle est une source de profit pour les industriels français du sécuritaire qui entendent exporter leurs systèmes y compris vers des régimes bafouant les droits humains. C'est pourquoi Il faut participer par des initiatives politiques à ouvrir un vrai débat dans la société sur la reconnaissance faciale en travaillant avec la Quadrature du net et le collectif du manifeste Technopolice qui sont en pointe sur ce sujet. A l'image de la municipalité de San Francisco, nous devons porter un moratoire immédiat sur l'usage de la reconnaissance faciale sur la voie publique et dans certain espace public, dans chaque commune. Pour les communistes la règle doit être la prohibition de l'usage de l'identification par reconnaissance faciale sur la voie publique, avec des exceptions autorisées par décision d'un juge : par exemple retrouver une personne disparue,.....

#### **07 Anaïs Fley – Hauts-de-Seine**

A Nanterre, où je vis et j'étudie, et où les communistes sont des partenaires privilégiés du Maire, qui construisent avec lui une majorité municipale de gauche, les ateliers citoyens sont un outil précieux pour construire le programme qui rassemblera les habitant.e.s en mars. En tant qu'étudiante, ces ateliers me semblent être une bonne entrée en matière en politique. Ces initiatives semblent se multiplier, comme à Gentilly où je travaille par ailleurs. Par exemple, lors de l'atelier citoyen sur le féminisme, des étudiantes de Nanterre sont venues partager leurs expériences de victoire, comme celles obtenues grâce à la campagne de l'UEC pour une université communiste. Leurs interventions appuyaient celles du PCF. Donc ces ateliers municipaux sont précieux. La semaine prochaine, l'atelier citoyen aura pour thème l'éducation. Ce sera un moment privilégié pour souligner l'intérêt pour les étudiants d'avoir des majorités de gauche, notamment dans les villes universitaires. Bien sûr, contre la précarité étudiante, car les municipalités de gauche, notamment communistes, prennent le relais de l'État qui ne prend pas ses responsabilités contre la précarité des jeunes et des étudiants. Mais aussi pour la démocratie communale et universitaire, en intégrant les campus dans leur commune, et en agissant pour les libertés étudiantes, de débattre et de se mobiliser. Il y a un dernier enjeu : favoriser l'investissement des étudiants dans nos collectifs de campagne. Qui de plus mobilisable qu'un étudiant, sans attaches territoriales ? Bien sûr, le premier impératif est que les jeunes s'inscrivent sur les listes électorales. Mais il faut qu'on permette aux étudiant.e.s de s'engager pour des élus communistes et des majorités de gauche, ce qui est possible en allant à leur rencontre sur les facs, avec les étudiant.e.s communistes.

#### **08 Pierre Dharréville – Bouches-du-Rhône** *non communiquée*

#### **09 Laurence Cohen - Val-de-Marne**

Pour ces élections municipales, il nous faut, comme le souligne le rapport, construire un récit afin d'élaborer, avec les habitant.e.s de chaque commune, un programme au plus près de leurs aspirations, ce qui a toujours été notre fil rouge. Dans cet esprit, le travail des commissions peut nous être précieux. Je pense particulièrement, en cette journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, à l'apport de la commission Droits des femmes et féminisme, sous la houlette d'Hélène Bidard. Il me semble essentiel, également, de construire des propositions qui répondent à 2 priorités indissociables, l'urgence sociale et environnementale, et également des propositions qui prennent à bras le corps les problèmes de Démocratie, du vivre ensemble dans la cité, de la place des services publics ainsi que des moyens dont disposent les communes pour répondre aux besoins des populations. Mais nous avons à affronter un problème majeur qui ne peut se résumer à une succession d'interventions décrivant nos situations particulières. A quel moment, on discute de notre position vis à vis des autres forces de gauche ? Si on laisse les choses en l'état, dans chaque ville, la stratégie sera différente, à géométrie variable sans aucune solidarité entre nous. Tantôt alliance avec le PS, la FI, EELV tantôt seul face aux autres. **Il y a besoin que le CN joue son rôle pour fédérer nos choix politiques et faire jouer la solidarité entre les villes, notamment à direction communiste.**

Mais on ne peut pas déconnecter cette campagne des municipales des mouvements sociaux qui se développent. **Le mécontentement est de plus en plus grand.** Je prendrai l'exemple du monde de la santé. Superbe manifestation qui a vu les personnels soignants et non soignants des hôpitaux publics et des EHPAD défiler en rangs serrés pour exiger des moyens humains et financiers.

Leurs revendications se retrouvent, pour la plupart, dans notre Proposition de loi sur des mesures d'urgence pour notre système de santé, fruit d'un travail inédit de nos 2 groupes parlementaires. La visite de plus de 160 établissements de santé nous a permis de rencontrer plus d'un millier de personnes et d'écrire avec elles ces propositions. **Le problème est que le**



### **lien ne se fait pas entre notre travail et les revendications portées dans les mobilisations.**

Nous avons donc une responsabilité particulière dans l'analyse collective de la situation pour mettre en évidence le rôle spécifique de notre parti comme organisation de résistance à la politique de Macron mais aussi comme organisation politique qui ouvre l'espoir sur d'autres possibles.

Or, il y a un très grand manque de ce point de vue. Même si nous avons travaillé avec la commission santé et les fédérations, ce n'est pas devenu l'affaire de tout le parti. Et là encore, je pense que **notre conseil national devrait se pencher sur cette question vitale pour un parti qui veut transformer la société, l'émanciper.**

### **10 Mahama Compaoré – Calvados**

Dans le Calvados, trois situations : 1) La situation acquise : là où nous sommes en responsabilité (Giberville, Dives-sur-Mer, Chouain), la dynamique de campagne est lancée avec, je l'espère, la possibilité de conserver nos positions ; 2) La situation où les choses sont en cours (Mondeville, Blainville sur Orne, Ifs, Colombelles...). Il y a des opportunités à saisir, voire des possibilités de renforcer nos positions et pourquoi pas gagner ? 3) La situation de la ville-centre : Caen. Là, nous avons deux élus sortants. La section de Caen et la fédération ont réussi à rassembler les partis de gauche et des associations de citoyens (Caen en commun). Pour réussir la constitution d'une liste de rassemblement avec un contenu progressiste transformateur, il fallait trouver « le mouton à cinq pattes ». Ce n'est pas facile, mais nous ne renonçons pas à travailler pour qu'il en soit ainsi. En effet, l'enjeu dans cette ville, c'est la nécessité pour le parti d'y conserver des élus. Nous devons travailler désormais à cela car il y va de la nécessité d'offrir aux Caennais une politique municipale pour eux et pour elles.

### **11 Karina Kellner – Seine-Saint-Denis**

Notons que nous sommes dans une situation à la fois inédite et très complexe de préparation et du contexte des élections municipales. Nous entrons dans une nouvelle phase décisive car c'est dans cette période que la question des contenus de contrats d'action municipale est posé. Soyons clairs : nous n'y arriverons pas si nous ne répondons pas aux exigences politiques et aux attentes qui montent. Deux demandes fortes s'expriment : une exigence inégalée en matière de démocratie et de citoyenneté, une exigence d'égalité et de justice. Or ces 2 sujets nécessitent que nous soyons à la hauteur dans la construction des politiques publiques qui doivent répondre à l'exigence de transformation. La commune est l'espace de cette construction et les municipales en sont l'enjeu. On le voit, les luttes portent et remettent l'intérêt général au coeur du sujet des municipales (santé, transports, etc.). Nous défendons et nous portons de manière très efficace, d'innovation dans des politiques ambitieuses où l'intérêt général prime contre les politiques austéritaires. Ces contenus sont à mettre dans la main des gens. C'est là que tout va se jouer et nous arrivons dans cette phase de construction des contenus avec les habitants. Besoin d'accompagner les communistes pour être au niveau de ces exigences. C'est notre capacité à faire cela qui doit apporter une plus-value politique et nous pouvons être les meilleurs du fait de nos pratiques, nos expériences portées par nos élus communistes. Attention, la situation est exigeante et les habitants n'attendent pas seulement l'addition de sigles ou d'accords politiques à gauche mais des contenus ambitieux de politiques locales pour répondre à leurs attentes face à une crise politique sans précédent. Nous avons besoin de réfléchir dans cette période aux initiatives politiques nationales de notre parti pour remettre sens aux enjeux de ces élections. Nous ne sauvons pas des élus, nous souhaitons dans le cadre de contrats d'action communale, intercommunale transformer la vie avec des élus utiles pour faire barrage à la confiscation des pouvoirs, ceux des citoyens et

ceux des communes. C'est aussi ce qui se joue avec le nouveau projet de loi 3D (démocratisation, décentralisation, déconcentration) annoncé et porté par le gouvernement et la loi de finances 2020 qui met à mal l'autonomie fiscale financière des communes et des départements. Nous avons besoin d'échanger collectivement à ces enjeux qui sont devant nous pour les maîtriser tous ensemble dans une période qui s'ouvre et qui questionne toute la société.

#### **12 Nicolas Bonnet – Paris** *non communiquée*

#### **13 Valérie Varenne – Manche**

Oui c'est une situation inédite politique. Sur notre territoire les choix de 2014 ne seront pas ceux de 2020. Après les résultats des élections européennes, les communistes de la Manche ont décidé de construire l'unité au sens large, partout où c'est possible et essayer d'avoir des élus. Sur le Nord Cotentin notre groupe « La gauche debout » a donc rencontré avant l'été toutes les formations : EELV, FI, Générations's, le PS. Après l'été une coopération se met en place avec FI EELV Génération's sans le PS majorité sortante. Dès le début nous posons dans le débat de l'unité oui mais pourquoi sans le PS ? Quid du 2<sup>e</sup> tour ? Quid également de notre bilan de conseillers « La gauche debout/PCF » sachant que nous avons gagné au bout de 6 ans l'ouverture d'un centre de santé publique. La coopération balaie notre mandat, brandit la question citoyenne mais la santé en est bien une problématique. Nous discutons aussi avec le PS. Depuis nous avons élaboré une plate-forme d'engagements que nous porterons à la connaissance des citoyens lors d'une réunion publique le 6 décembre et pour répondre à la question de quelle unité. Notre plate-forme porte sur les deux axes municipales et intercommunalité.

#### **14 Alain Guilbert – Corrèze**

Situation politique très mouvante à gauche en Corrèze. Après avoir été très proche d'un accord départemental de rassemblement large (PCF-PS-EELV-Génération.S-Nouvelle Donne) nous sommes aujourd'hui dans une situation de blocage, de refus de ce rassemblement de la part de EELV qui souhaite présenter une liste à Brive et des accords à la carte dans le reste du (19), refus du même contenu de Génération.S. De son côté la liste « citoyenne » a décidé de se présenter seule à Brive (cette liste menée par la socialiste Samira Kasry alors que le PS a désigné un autre candidat. Cette situation nous amène à confirmer notre volonté de rassembler car c'est la seule façon de battre la droite, l'extrême droite et les macronistes. Chacun se trouve devant cette réalité. Pour ce qui concerne le débat initié par Laurence Cohen, je partage l'idée (que j'avais avancé dans la préparation du congrès) de revoir l'organisation de nos débats au CN et de les rendre plus interactifs.

#### **15 Denis Durand – Paris**

Denis Durand (75), n° 15

Les communes font partie des institutions dont nos concitoyens attendent une protection face à la montée des périls écologiques, financiers, économiques, sociaux, internationaux. Bien plus, elles peuvent être des leviers pour faire face à la crise qui vient. Cette idée cohabite toutefois avec un sentiment d'impuissance face, précisément, à cette mondialisation capitaliste.

La mondialisation touche en effet de plein fouet les communes avec le métropolisation, c'est-à-dire une localisation des activités, des emplois, des pouvoirs dictée par la façon dont les multinationales façonnent la planète au gré des exigences de la rentabilisation de leur capital. Les réformes institutionnelles qui dépossèdent les communes de leurs attributions et de leurs moyens se font le relais de cette mondialisation capitaliste.

C'est-à-dire que dans ces élections municipales, comme dans toutes les batailles politiques actuelles, nous trouvons en face de nous un adversaire : le capital.

C'est la domination du capital qui asphyxie les communes et rend si difficile la conquête de la confiance des citoyens pour des programmes municipaux sociaux et écologiques. C'est aussi la lutte contre cette domination qui peut nous aider à mettre en cohérence l'ensemble de nos batailles municipales, au moment où l'austérité tue et où le mouvement populaire peine à trouver une prise pour la combattre.

Des forces pour émanciper les politiques municipales de cette domination existent. Il y a la force de l'exaspération populaire contre la dégradation des services publics, contre la précarité des emplois, contre les atteintes à l'environnement.

Cette force a commencé faire reculer le gouvernement sur ce qui est le plus important à ses yeux : l'argent ! Macron a fait une entorse au Pacte de stabilité pour calmer la colère des gilets jaunes. Edouard Philippe vient d'en faire une pour tenter d'éteindre l'incendie dans les hôpitaux. Et le 5 décembre, la colère va peut-être exploser... ou déboucher sur de nouvelles déceptions avec les conséquences déléteres qu'on connaît sur le climat politique.

Les élus communistes peuvent jouer un rôle très important dans ces mobilisations comme élus de lutte à la conquête de moyens institutionnels à l'appui des mobilisations contre la domination du capital.

Nous proposons ainsi la réunion de conférences locales et régionales où seraient appelés tous les acteurs sociaux, politiques, économiques et financiers du territoire concerné pour fixer des objectifs précis en matière d'emploi, de formation. Nous proposons une démarche analogue en matière de développement des services publics. Ainsi se dégagerait, à partir du terrain, l'expression politique, économique et financière d'une « ardente obligation » qui serait celle d'une planification économique, sociale et écologique décentralisée, renouvelant profondément les expériences historiques connues en France et ailleurs en matière d'organisation de la production et de sélection des investissements à réaliser.

Dans le même mouvement, nous formulons des propositions précises pour conquérir les moyens financiers d'atteindre ces objectifs. Toutes présentent deux caractéristiques : elles font appel à des techniques d'intervention publiques éprouvées, qui pourraient être mises en œuvre dès aujourd'hui, mais elles touchent au cœur de la domination du capital, les critères de rentabilité qui régissent la gestion des entreprises et leur financement :

- des propositions fiscales qui sont exposées en détail dans le numéro d'*Économie et politique* à paraître prochainement. Je citerai seulement l'instauration d'un impôt territorialisé sur le capital matériel et financier des entreprises pour peser sur leur comportement et les inciter à orienter leurs investissements sur les capacités humaines (emploi, formation, salaires) et écologiques, et non sur la baisse du coût du travail et les placements financiers ;
- des propositions pour le financement des investissements des collectivités territoriales. Investir, c'est dépenser de l'argent aujourd'hui pour créer des richesses dont on ne disposera que plus tard. Il est donc légitime et sain que les investissements destinés à développer localement les services publics soient financés par l'emprunt. Or, la « contractualisation » des dépenses publiques locales en vigueur depuis la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 n'impose pas seulement une limitation à 1,2 % de la croissance de leurs dépenses de fonctionnement. Elle soumet aussi à un « plafond de référence » le rapport entre l'encours de la dette et l'épargne brute des grandes collectivités locales (différence entre leurs recettes réelles et leurs dépenses réelles de fonctionnement). Lorsque ce plafond est dépassé, le contrat doit définir une « trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement ». Il en résulte non seulement que les collectivités locales sont amenées à renoncer à des investissements qui seraient pourtant économiquement et socialement justifiés, mais aussi que l'entretien des équipements



existants est insuffisamment assuré. Il devient de plus en plus flagrant que cette contrainte est intenable pour les populations et pour l'économie du pays. Même Christine Lagarde, dans son premier discours depuis qu'elle est présidente de la BCE, vient de se prononcer pour un développement des investissements publics ! C'est le moment de l'interpeller pour qu'elle finance des projets concrets de développement des services publics, décidés démocratiquement dans les territoires, à travers un fonds de développement économique, social et écologique européen !

- mais l'action sociale, écologique, culturelle des communes, de leurs groupements et de l'ensemble des collectivités territoriales ne peut pas se déployer dans des territoires dévitalisés, désindustrialisés, socialement sinistrés, marginalisés dans la mondialisation capitaliste. C'est pourquoi les collectivités territoriales, et en particulier les communes (Exemple : GE à Belfort) sont toujours impliquées dans les luttes pour l'emploi et pour le développement économique des territoires. Nos élus peuvent ainsi s'appuyer sur notre proposition de créer des Fonds de sécurisation de l'emploi et de la formation intercommunaux et régionaux qui pèseraient sur le comportement des banques et des entreprises par le levier de garanties et de bonifications d'intérêt, jusqu'à des taux négatifs pour les investissements les plus vertueux et les plus efficaces.

Il me semble, pour reprendre l'expression employée par Pierre Lacaze dans son rapport, que l'état de la société se prête aujourd'hui à l'écoute d'un « récit » politique qui s'appuierait sur ces éléments. Ils peuvent être reconnus comme un apport original aux débats avec les autres forces de gauche, et favoriser ainsi nos efforts de rassemblement.

## **16 Jean-Marc Durand – Drôme** *non communiquée*

### **17 Pierre Laurent - Paris**

Je centrerai mon intervention sur une seule question, qui touche au contexte dans lequel se déroulent ces élections municipales : nous avons d'un côté une gauche qui cherche avec difficultés les chemins d'un rassemblement possible, avec des forces qui sont tentées par le retour d'attitudes hégémoniques et arrogantes, en décalage avec leur influence et représentation réelles. De l'autre, des citoyens qui portent de plus en plus leurs exigences dans l'espace public, mais dont on ne sait comment ils vont répondre à la question qui leur est posée à l'occasion de ces élections, ce qu'ils vont décider et le paysage politique qu'ils vont dessiner avec leur vote.

Cette situation offre beaucoup de potentialités, mais n'est pas facile à lire ou interpréter, et les formations politiques ne peuvent prétendre avoir toutes les réponses.

Cette situation originale dans laquelle vont se dérouler les élections municipales doit nous amener à réfléchir à notre proximité, en terme de présence bien sûr, mais aussi en se posant continuellement la question de l'écho que peut rencontrer ce que nous disons.

Le 5 décembre prochain, les attentes sociales vont s'exprimer de façon massive. Ces attentes diverses sur les retraites, la santé, les salaires, l'égalité hommes- femmes, la vie étudiante, le référendum ADP, etc. vont converger en une journée qui peut modifier le rapport des forces et le paysage politique.

Nous devons être attentifs et nous exprimer sur la diversité des sujets et des attentes.

Nos campagnes municipales, nos candidat·e·s sur les listes que nous mènerons ou auxquelles nous participerons devront faire écho à ces exigences populaires, à travers l'élaboration citoyenne des propositions, projets et programmes que nous porterons.

Nous connaissons les doutes profonds qui existent sur la politique, et le sentiment répandu que personne n'écoute ni ne prend en compte les attentes. C'est en ce sens que nous devons travailler sans relâche à notre investissement local, aux dialogues et aux liens que nous nourrissons avec les gens, pour qu'ils retrouvent dans nos listes, dans les femmes et les

hommes qui les composeront, la prise en compte de leurs espoirs et la traduction politique, à l'échelle de la commune, de leurs aspirations.

### **18 Léon Deffontaines - Somme**

Le CN du MJCF s'est réuni le week-end dernier. Lors de ce CN nous avons adopté une résolution de soutien aux listes soutenues par le parti. Lors de ce moment, nous avons eu un très bon débat sur la place du MJCF dans ces élections : qu'elle adresse pour la jeunesse ? Comment faire pour que les jeunes ne soient pas les grands oubliés des élections municipales ? Et surtout comment faisons-nous pour lutter contre l'abstention et bien sûr qu'il y ait un maximum de jeunes qui votent pour nos listes. Car je ne vous l'apprends pas mais depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir : Le brouillage politique qui s'est mis en place n'a pas aidé, beaucoup de jeunes n'ont plus de repères politiques, c'est vrai pour une bonne partie de la population mais ça l'est d'autant plus pour de nombreux jeunes qui pour un grand nombre d'entre eux n'ont connue comme échéance électorale que les présidentielles et les européennes. Pire encore avec les différentes politiques antisociales menées tambour battant par le gouvernement, il s'est installé une forme de résignation chez les jeunes. Ce qui va probablement favoriser l'abstention des jeunes pour les élections à venir. Se pose alors la question de Comment allons-nous leur parler ?

Aujourd'hui, les jeunes ont besoins de politiques qui vont à rebours de ce que fait actuellement le gouvernement. On a besoin de leur montrer qu'une autre politique est possible et que la politique peut réellement changer leur quotidien. Et c'est en ce sens que les futures échéances électorales sont à mon sens essentiel. Car les mairies peuvent faire office de rempart en mettant en place des politiques sociales et écologiques qui répondent directement aux besoins et aspirations des jeunes. Et les jeunes et étudiants communistes mettront en avant les politiques ambitieuses qui sont actuellement menée et qui sont portées par les mairies communistes. Ça c'est une chose mais il faut qu'on se pose la question de comment allons-nous parler aux jeunes ? Comment les mairies peuvent reposer des perspectives politiques concrètes aux jeunes dans le pays ? Je l'ai déjà dit, mais je vous le répète : Aujourd'hui l'enjeu des transports est fondamental chez les jeunes. Il faut taper là dessus, tendre vers la gratuité là où c'est possible développer les réseaux, etc, bref de garantir un droit à la mobilité. Les logements aussi. Nombre de grandes villes ont vu ces dernières années le prix des loyers flamber ce qui oblige de nombreux jeunes et étudiants de se tourner vers des logements vétustes. Logement et transport sont probablement les deux problématiques centrales chez les jeunes pour les élections municipales à venir. C'est une chose de poser les problèmes que se posent les jeunes mais comment concrètement construit-on nos programmes et comment on ne tape pas à côté ? Et bien, je pense que le meilleur moyen est encore de construire le programme avec les jeunes.

Bon ça tombe bien une des forces du PCF c'est d'avoir probablement aujourd'hui la première organisation de jeunesse dans le pays. Beaucoup de listes sont en discussion sur la construction des programmes, on ne le dit jamais assez mais utilisez les jeunes communistes présents sur vos territoires pour construire ces programmes. Ça sera le meilleur moyen pour redonner espoir en la jeunesse de ce pays que la politique peut changer réellement leur vie et ça permettra qu'il y ait un maximum de jeunes qui votent pour nos listes.

### **19 Aurélien Lecacheur - Seine-Maritime**

On a un problème pour aborder ces élections municipales. On a un problème de conception politique parce qu'on a tendance à considérer que c'est une élection locale déconnectée d'un contexte plus large. Bien sûr qu'il y a des enjeux strictement locaux. Mais la situation nationale elle influe. J'en veux pour preuve ce qu'on appelle « les vagues ». Vagues bleues ou roses, moins souvent rouge mais ça viendra. En tout cas vagues il y a eu et vagues il y aura.

Une des difficultés c'est qu'on a du mal à voir quelle vague emportera les élections municipales 2020. Exemple de la vague bleue de 2014 qui a emporté 150 mairies de gauche qui avaient pour la plupart un excellent maire, un excellent bilan et une excellente gestion. Influencer le contexte. Développer le mouvement social. Amplifier et soutenir les mouvements de colère. Démontrer qu'il y a d'autres choix politiques possible pour enrayer l'état de renoncement et de défaitisme qui gangrène les classes populaires qui ne vont plus voter. L'exemple de Whirlpool Amiens est édifiant de ce point de vue là. Vous croyez que les gens ils vont croire au renouveau démocratique de la commune alors que même ils pensent que le Président de la République ne peut rien faire. Comment valoriser le fait que face au soutien populaire sur l'hôpital le Gouvernement ait été obligé de céder pour un bout ? Mener le combat du changement possible. Faire grandir l'alternative à Macron. Les 19% de Mélenchon n'ont pas disparu dans la nature. Mobiliser ces électeurs qui ont rempli les meetings et applaudissaient à tout rompre les augmentations de salaire, la retraite juste. Excellente initiative le 11 avec PCF FI PS EELV et syndicats. Très bonne initiative portée par Fabien Roussel notre secrétaire nationale car c'est ce type d'initiatives qui peuvent être de nature à être utile aux municipales et pour faire bouger le contexte. Travailler à une décentralisation de ces initiatives dans 4-5 endroits en France peut être 10 en janvier février. Faire grandir l'alternative et l'espoir, telle est le rôle de notre direction nationale, voilà comment le parti peut être utile à nos candidats dans ces élections municipales.

**20 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine** *non communiquée*

**SAMEDI 23 NOVEMBRE (après-midi)**

**21 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine** *non communiquée*

**22 Fabien Cohen – Val-de-Marne** *non communiquée*

**23 Anaïs Fley – Hauts-de-Seine**

Mobilisations étudiantes historiques. Colère contre la précarité étudiante, dans ma fac à Nanterre mais aussi dans les autres facs où j'échange avec des étudiants. Union syndicale et politique inédite à gauche : rassemblement du 19 novembre à l'initiative de l'UEC ; motion UNEF-FAGE-Solidaires-FSE-Alternatives. Appel au 26 novembre et au 5 décembre très relayé. Suppose que la réponse politique soit à la hauteur : collectif national de l'UEC le week-end prochain où nous finirons d'orienter notre campagne contre la précarité étudiante ; poursuite des mobilisations pour la gratuité de l'ESR, avec des étudiants communistes porteurs de propositions politiques. Signatures pour un référendum ADP avec les parlementaires et élus communistes sur les facs. Comme vous le savez sûrement, nous agissons dans un contexte plus dur que jamais pour l'UEC. Nous avons dû faire face et nous continuerons de faire face quoi qu'il en coûte. Parce qu'aujourd'hui la parole et l'action des communistes sont indispensables à l'université comme l'a rappelé Fabien dans son introduction. Et je remercie à ce titre le PCF et ses responsables pour leur accompagnement dans la période, dont j'espère qu'il va dans les prochains mois se poursuivre et se renforcer.

**24 Gilles Ravache – Haute-Savoie**

Nous devons axer notre proposition d'un système de retraite en progrès en direction des jeunes. Parce qu'elle vise à donner l'assurance, la garantie qu'au terme d'une vie de travail on aura un revenu digne. C'est son sens originel : sécuriser tous les temps de la vie. Ce faisant nous combattons ce que les gouvernements font dire aux jeunes : « nous, nous n'aurons

jamais droit à une retraite ». Ce faisant nous les empêcherons d'opposer les générations entre elles. En clair en présentant notre projet comme répondant aux attentes des jeunes nous sommes certains d'unir toutes les générations.

## **25 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine** *non communiquée*

## **26 Christian Picquet – Haute-Garonne**

Je voudrais prolonger la réflexion de Fabien sur un point. Nous sommes entrés dans un tout nouveau moment politique, avec la montée simultanée des colères sectorielles qui s'accumulent depuis des années maintenant, et avec la redécouverte de l'action collective par une fraction du salariat, celle qui s'est retrouvée il y a un an dans le mouvement des « Gilets jaunes ». Dit autrement, la question de classe est de retour au premier plan de la situation française. Le 5 décembre, quelle qu'en soit la configuration précise, va marquer un seuil dans la crise française. Et c'est le droit à une retraite juste et solidaire qui va être un facteur de convergence du salariat, et au-delà de toutes les catégories qui souffrent de la globalisation capitaliste. Cela dit, nous devons être plus précis que nous ne le sommes sur l'appréciation de la situation, et plus encore éviter les comparaisons hâtives avec novembre-décembre 1995. Nous sommes incités à cette comparaison par les médias et, si toute une série d'éléments ressemblent effectivement à 1995, il existe aussi des différences substantielles. D'abord, en 20 ans, le capital est parvenu à diviser profondément le salariat, et même à le balkaniser, à remporter des victoires essentielles face aux mobilisations sociales, et à marquer nombre de points dans le débat idéologique. Ensuite, la classe dominante a tiré les enseignements de 95. Il suffit de lire la presse économique pour comprendre qu'elle considère qu'un recul sur le dossier des retraites scellerait le sort du quinquennat d'Emmanuel Macron. Elle est donc prête à aller très loin dans l'affrontement avec le monde du travail. De même, si on constate un retour en force de l'unité, notamment au plan syndical, la mobilisation butte encore que la définition d'une stratégie de lutte. De ce point de vue, il est très loin d'être certain que le secteur des cheminots, qui a subi un échec l'an passé, jouera le même rôle d'entraînement du monde du travail qu'en 1995. Enfin, la désagrégation politique de la gauche empêche qu'apparaisse un début d'alternative politique. Et il n'existe pas, dans la sphère intellectuelle, de courant pouvant jouer le rôle des « États généraux du mouvement social », qui s'était il y a 20 ans construit autour de la figure de Pierre Bourdieu. Nous sommes donc confrontés à un moment politique à la fois très prometteur, mais aussi très dangereux. D'un côté, quoique à l'offensive, la bourgeoisie et le bloc au pouvoir sont incapables d'asseoir leur gestion sur une majorité politique dans le pays. Marron ne bénéficie, au mieux, du soutien que de 30% de l'opinion, à savoir les « premiers de cordée » qui peuvent s'unir autour du capital financier. Mais, inversement, le mouvement ouvrier n'a pas non plus de réponse politique à la hauteur du retour de la question au premier plan. C'est dans ces conditions que le fascisme, un nouveau fascisme s'adaptant aux coordonnées du XXI<sup>e</sup> siècle, peut se construire un espace, et qu'une victoire de l'extrême droite devient même une hypothèse envisageable en 2022. Il faut prendre la mesure de ce que cette défaite historique impliquerait pour la démocratie et les droits sociaux. Ce fascisme, qui monte en puissance, a d'ailleurs parfaitement saisi que le vide politique présent peut nourrir son développement. C'est la raison pour laquelle il concentre aujourd'hui son activité sur deux dimensions : la question sociale, en vue de la bataille qui se prépare sur les retraites, et la fracture territoriale, dans le cadre de prochaines municipales. Tout cela se retrouvant intégré à la cohérence de son projet de remodellement ethnique et autoritaire de la société française. Par conséquent, pour un parti comme le nôtre, l'enjeu central est celui de la politisation des luttes, de leur dynamisation, du sens à leur insuffler, au moyen de propositions destinées à montrer qu'il existe une autre politique possible en faveur du grand nombre. Car c'est l'un des principaux

points de blocage pour une contre-offensive du monde du travail. J'insiste, dans ce cadre, sur ce que nous commençons à mettre en place à l'occasion de la bataille des retraites, après avoir commencé à expérimenter cette démarche avec les « 10 propositions ». Il s'agit de dépasser la dimension revendicative du mouvement, en avançant des propositions novatrices en rupture avec les logiques capitalistes, en liant ces propositions aux moyens propres à les faire aboutir en s'attaquant au pouvoir du capital, et en dessinant ainsi - même si c'est encore en pointillé - une perspective de pouvoir qui se hisse à la hauteur des défis de civilisation qui se posent à l'humanité. C'est ce qui sous-tend notre contre-proposition pour l'avenir des retraites. Et il s'agit, dans le même mouvement, de reposer le problème de l'unité, problème stratégique clé dans la mesure où il conditionne le déploiement d'une ambition majoritaire, mais avec une nouvelle méthode. Cette méthode, c'est : l'unité dans et pour les luttes, c'est-à-dire adossée à la mobilisation populaire ; l'unité se construisant dans un nouveau rapport de force dès lors que les communistes en sont à l'initiative ; et l'unité sur un contenu transformateur, récusant les logiques d'accompagnement du libéral-capitalisme. C'est, me semble-t-il, cette cohérence que nous dessinons dans la séquence qui va être rythmée par la journée du 5 décembre, et aussi par notre offre de rencontre des forces politiques et syndicales le 11 décembre.

## **27 Léon Deffontaines - Somme**

Suite à la tentative de suicide d'un étudiant à Lyon, la problématique de la précarité étudiante a été médiatisée. Il y a eu des rassemblements, de nombreux témoignages et cette médiatisation a permis de mettre en lumière la colère légitime des centaines de milliers d'étudiants face à l'inaction du gouvernement pour lutter contre la précarité étudiante. Au MJCF, nous nous sommes posés la question de comment posons-nous des perspectives politiques à cette colère et comment organisons-nous pour que celle-ci puisse se concrétiser en mobilisation qui s'inscrit sur le temps long. Sur les revendications : Pendant longtemps nous avons eu des débats au MJCF, à l'UEC et même au PCF sur ce qu'on portait pour les étudiants : salaires étudiants, allocations d'autonomie, etc. Le dernier congrès du MJCF a tranché le débat et nous portons aujourd'hui un revenu étudiant financé sur les cotisations sociales. Je propose d'ailleurs, que sur cette revendication on puisse travailler avec les secteurs du parti, notamment économie politique, pour qu'on puisse réfléchir ensemble sur ce qu'on met derrière cette revendication et qu'on puisse porter la même chose au parti et au MJCF. Et, je pense que dans ce contexte où les étudiants ont besoin d'avoir des réponses politiques à leur colère, il faut également qu'on initie un travail avec nos parlementaires pour réaliser une proposition de loi. Sur l'organisation : localement les fédérations du MJCF et les secteurs de l'UEC sont bien souvent à l'initiative des assemblées générales et organisent les futures mobilisations. Ces initiatives nous permettent de mettre en avant notre revendication sur le revenu étudiant mais également d'éviter de tomber dans des dérives de groupuscules gauchistes utilisant des méthodes d'actions minoritaires. D'ailleurs, les camarades sur les universités initient également un travail unitaire avec les syndicats professionnels. L'exemple des camarades de Lille est en ce sens exemplaire, om toute la semaine avec la CG Crous ils ont fait des actions resto universitaire gratuit. Le sujet de la précarité étudiante est une porte d'entrée à la discussion avec les étudiants sur la situation politique. Cela nous permet de parler également de la réforme des retraites et de la manifestation du 5 décembre.

Sur les retraites, justement je rejoins les interventions précédentes, au moment où l'exécutif cherche à diviser les nouvelles et les anciennes générations sur cette réforme, il faut que le parti est une adresse envers la jeunesse notamment lors du meeting des forces de gauche. D'autant plus que cette réforme va particulièrement toucher les jeunes. Il y a aujourd'hui une forme de résignation chez les jeunes. Quand on discute avec eux la plupart nous disent que de toute façon ils n'auront pas de retraites. A nous, parti communiste et mouvement des jeunes



communiste, de leur montrer qu'une autre réforme est possible et qui leur permettrait non seulement d'avoir une retraite mais même une retraite à 60 ans.

## **28 Karina Kellner – Seine-Saint-Denis**

Fabien dans son rapport nous interpelle en parlant de bilan des un an après le congrès : « sommes-nous à la hauteur des exigences ? ». Fabien a raison de nous poser cette question, nous la direction nationale. Elle est essentielle pour parler du rôle et de la place du parti. Cela pose sur le fond notre responsabilité politique dans la période qui s'ouvre. Oui, une période nouvelle s'ouvre et s'est ouverte de la crise des gilets jaunes au mouvement du 5 décembre qui s'annonce. Le 5 décembre ce n'est pas seulement le rassemblement social sur les retraites, c'est aussi l'exaspération, le ras le bol profond qui s'expriment du malaise social qui touchent des milliers de gens, qui se mobilisent, parfois pas, et parfois que nous-mêmes nous ne mesurons pas. Nous avons une responsabilité très importante. Et la proposition du meeting du 11 décembre est une très bonne chose. Mais elle doit se prolonger par une initiative qui devrait pouvoir se tenir dans chaque département. C'est-à-dire jouer notre rôle en organisant le débat citoyen et avec toutes les forces sociales, pour travailler l'alternative politique. Et cela sera utile pour les prochains mois. Attention, il n'y a pas d'un côté le mouvement social et de l'autre la préparation des municipales et donc une activité morcelée du parti. Les prochaines échéances se nourriront aussi de cette articulation car au fond la question est la même. Alternative sur le sujet des retraites mais aussi alternative par de nouvelles politiques locales. Posons-nous la question : que mettre en œuvre pour être en capacité d'être dans le bouillonnement d'attentes de la société et de changer la vie des gens. Sommes-nous capables d'ici fin décembre de réussir ces initiatives de rencontre citoyenne dans les territoires ?

## **29 Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

Je suis en accord avec les propositions de Fabien Roussel exposées dans son rapport. Effectivement toute notre énergie doit être de s'impliquer totalement dans le mouvement social sur la retraite. Bravo pour l'initiative du meeting et du texte sur un projet de retraite porté par nos parlementaires députés et sénateurs. Nos candidats aux municipales dans les villes de droite notamment mais aussi partout en France peuvent porter ces propositions du PCF. Sur le 5 décembre considérons que c'est un début, attention à la stratégie de Macron voulant opposer la population aux régimes spéciaux. Oui partout allons devant nos entreprises, mobilisons le secteur privé, il faut rendre massive la mobilisation y compris pour éviter les violences qui gâchent depuis des années les mobilisations. Le PCF doit lier cette mobilisation à notre projet de société.

## **30 Hadrien Bortot – Paris**

Pour faire suite à certaines expressions médiatiques, j'aimerais que l'on pose ici, ensemble, la question de la diversion. Y-a-t-il ou non des diversions pour occulter les questions économiques, la lutte des classes ? Qu'est-ce qui se cache derrière ce que tu appelles dans ton rapport ces « chiffons noirs » ?

Pour ma part, je ne crois pas à la diversion. Si sur des sujets comme le voile, les migrants, l'aide médical d'état, Il peut y avoir de l'instrumentalisation, des petites stratégies à court terme, celle-ci s'insèrent dans une vision plus large, un plan B. Elles préparent la suite en construisant une hégémonie culturelle où se mêlent néolibéralisme et populisme raciste.

Le capital a un plan A : Macron, et un plan B : Le Pen. Fabien, tu as cité l'Amérique Latine dans ton rapport, mais c'est bien l'illustration que le fascisme raciste y est un plan de secours pour le capital. Du Brésil à la Bolivie, ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique, sous la pression d'une administration Trump toute dévouée aux grands détenteurs de capitaux, doit nous servir d'avertissement.



Soyons bien conscients, qu'ici en France, dans la situation de domination culturelle et idéologique actuelle de l'extrême droite, si victoire il y a à l'issue du mouvement du 5 décembre, elle sera autant attribuée au camp du Rassemblement National qu'au notre.

C'est pour cela que nous ne devons pas céder d'un pouce sur la lutte contre toutes les oppressions. Nous devons faire attention mes camarades, les questions sociales ne sont pas un sujet annexe, toutes les situations de dominations, raciale, patriarcale, environnementale ou économique doivent être combattues avec la même force. Ce n'est que comme cela que nous serons en capacité de créer la digue pour résister au plan B.

Il faut occuper tous ces terrains, car c'est en faisant du projet communiste un projet global, et non pas réductible à la seule question économique, que nous avancerons.

### **31 Nadine Garcia – Hauts-de-Seine**

On assiste à une irruption de la jeunesse dans les mouvements sociaux dans de nombreux pays et en France sur le féminisme, le climat, l'austérité. Beaucoup de jeunes font en ce moment une expérience d'entrée en politique. Il est important qu'ils rencontrent des communistes en ce moment. Est-on à la hauteur ? Anaïs a montré dans ses deux interventions (municipales ou austérité) que c'est possible et qu'on obtient des résultats. Je remercie Fabien d'avoir parlé dans son intervention du Mouvement de la jeunesse communiste. J'ai discuté avec des membres du CN, plusieurs camarades sont préoccupés. Il y a une crise profonde dans le MJCF avec des méthodes qui ne sont pas acceptables dans une organisation communiste. Un texte a été voté le week-end dernier qui crée une rupture en excluant les étudiants communistes. Dans le même temps, dans certaines fédérations, des jeunes ne veulent plus rejoindre le MJCF. On a eu un congrès où on a dit qu'on voulait des organisations fortes, qui se développent... et on a une organisation, le MJCF, en déliquescence. Alors qu'il y a beaucoup à faire et pas que dans les facs, mais aussi en direction des jeunes travailleurs, des jeunes lycéens, des jeunes en BTS. Il ne s'agit pas de chapeauter mais quand des méthodes ne sont pas admissibles, il est de notre responsabilité de le dire.

### **32 Jérémie Giono – Isère**

Je voudrais intervenir sur deux points : la mobilisation des retraites et notre organisation de jeunesse.

Sur la mobilisation des retraites, la population sait que c'est une « mauvaise » réforme.

Allongement de la durée de cotisation, report de l'âge de départ... ça fait plus d'une quinzaine d'années que l'on assiste à une farandole de réformes de ce type.

L'enjeu, c'est bien de faire prendre conscience de la nature de cette réforme, qui n'est pas « une réforme de plus », pas un rabotage supplémentaire, mais une vraie contre-révolution.

C'est la condition sine-qua-none pour massifier la mobilisation.

Pour y arriver, il faut que l'on sorte de nos cercles habituels, il faut élargir.

Je voudrais livrer deux exemples de réflexions iséroises construites dans cette optique :

- Un numéro spécial du Travailleur Alpin, notre mensuel local, construit en lien avec les UD des syndicats CGT, Sud et FSU, et qui sera massivement vendu dans et par le mouvement social afin de fournir un décodage de cette réforme et une présentation des contre-propositions qui existent.
- Des débats contradictoires organisés sous l'égide du TA, parfois en partenariat avec des organes de presses locaux, sur un format « CGT / PCF / Medef / LREM » - on a pour l'instant un peu de mal à avoir une confirmation de LREM, mais ça va venir... - pour tout à la fois utiliser notre presse comme vitrine et élargir au maximum l'audience de ces questions.

L'exemple que nous devons avoir en tête sur cet enjeu de prise de conscience est ce que nous avons fait lors du TCE en 2005.

Sur la situation dans notre organisation de jeunesse, il ne s'agit plus seulement de bisbilles de structures entre MJCF & UEC comme ce que toutes les générations ont pu vivre périodiquement. La question qui se pose, c'est « de quelle organisation de jeunesse avons-nous besoin en tant que PCF, à partir de quelle analyse de la jeunesse et de la période politique, de sa fragmentation et de l'hégémonie idéologique libérale qui s'est installée ces dernières années. Nous devons collectivement inscrire ce sujet dans le cadre de la préparation du prochain congrès du Parti. De plus, de vrais sujets politiques dépassant les questions de jeunesse se posent, qui creusent des fractures entre nos jeunes, sur les questions d'antiracisme ou de féminisme. Le Parti ne peut pas laisser les jeunes seuls face à ces débats compliqués, nous devons les instruire patiemment dans l'ensemble du mouvement communiste. En Isère, nous avons été percutés par certaines de ces questions cet été, et au delà de la réaction immédiate, nous avons pris l'initiative d'organiser un cycle de débats internes pour avancer ensemble. La première rencontre a eu lieu, avec le politologue Nedjib Sidi-Moussa – dont je conseille la lecture – et Mina Idir, en présence de toutes les générations de communistes, et ce fut un bon moment de réflexion collective.

### **33 Fabien Guillaud-Bataille -Val-de-Marne**

Rapport de Fabien très important : que faisons-nous ? Les retraites un enjeu majeur et central dans notre action à investir ! Les dirigeants du parti doivent être présents dès le 5 au soir sur les piquets de grève ! Nous devons mener les luttes et les municipales dans un même mouvement. Elles montent partout et sur tout (Gilets jaunes/climat/racisme/violences faites aux femmes (affiche 94) /retraites (initiatives à venir) /hôpital (Etats généraux 94 le 29) /fascisme et capital (29/11) /EN). Le combat sur ADP avec un engagement citoyen très important et des signatures qui montent (987000 signatures) et ça marche ! Fac de Créteil : beaucoup de signatures grâce au travail conjoint de l'UEC et de la JC 94... En 4 mots, concrétisons le sens de ce que nous proposons dans les luttes et les municipales pour la société : Rassemble (c'est ce qu'on nous demande) ; Ressemble (c'est ce qui est demandé) ; Protège (c'est le besoin qu'on nous exprime) ; prépare (l'avenir c'est ce à quoi les gens aspirent).

### **34 Julia Castanier – Paris *non communiquée***

### **35 Denis Durand – Paris *non communiquée***

### **36 Antoine Guerreiro – Val-de-Marne *non communiquée***

## ***DIMANCHE 24 NOVEMBRE***

### **37 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine *non communiquée***

### **38 Jacky Hénin – Somme**

Sur la question de la surcotisation : il ne s'agit pas de réduire les cotisations, en laissant croire qu'elles seraient un frein à la création d'emploi. Mais 1) de faire participer les revenus financiers comme les salaires 2) et surtout de s'en prendre aux tricheurs. Les entreprises qui, par des moyens légaux ou non, s'exonèrent des cotisations et affaiblissent ainsi les ressources nécessaires pour les retraites, pour la protection sociale. La récupération de l'ensemble de ces moyens permettra d'équilibrer les différents régimes et si les résultats s'avéraient supérieurs aux dépenses, alors une réduction de l'ensemble des cotisations pourrait être étudiée.

### **39 Danielle Trannoy – Gironde *non communiquée***

#### 40 Jean-Luc Leconte – Eure

3 points : 1) Référence à l'ouvrage de Danièle Sallenave « Jojo, le gilet jaune » avec, dans les conclusions, une référence aux « communistes français (qui) ont inscrit très tôt dans leur programme que la culture est révolutionnaire » et un hommage au « communisme municipal ». 2) Nécessité de former les communistes sur la question des retraites et d'organiser des réunions partout où nous en avons la possibilité, avec nos propositions mises en débat. Y poser la question du financement et commencer à ouvrir une perspective politique face aux dégâts du capitalisme, un système politique à bout de course, remis en cause, même s'il n'est pas toujours nommé en tant que tel, par la jeunesse et dans les manifs sur le climat et les questions écologiques. C'est ce que nous avons fait avec succès dans la campagne contre le TCE, avec le document publié par l'Humanité. Prenons en compte que nous ne nous adressons pas à des cerveaux vierges mais soumis en permanence à l'idéologie dominante (médias...). 3) Multiplier de la même façon des « ateliers » (au niveau de la commune, de l'agglomération et pourquoi pas demain au niveau du canton, de la région...) sur les questions qui préoccupent les habitants : santé, hôpital public, desserte par les transports en commun, conditions de logement (ascenseurs en panne, problèmes d'isolation...). Ces ateliers permettraient de prendre en compte ce que les gens ont l'impression que personne n'écoute (PL), d'engager dès à présent des actions et de lutter efficacement contre l'abstention.

#### 41 Marie-Christine Burricand - Rhône

Le rapport de Fabien Roussel et la discussion de samedi soir portent des questions essentielles pour aujourd'hui et demain. Les élections municipales et métropolitaines dans les grandes villes et agglomérations n'échapperont pas à la tourmente politique et sociale. Elles seront une étape dont le sens n'est pas encore fixé. Dans le Rhône, la macronie est à l'œuvre avec l'objectif de poursuivre l'effacement du clivage gauche/droite, de barrer toute alternative mais aussi pour Collomb de pousser jusqu'au bout la logique métropolitaine d'effacement des communes, d'autant que le modèle lyonnais a du mal à s'imposer. C'est à cela que sert le duel des présidents remake des présidentielles qui écrase le débat. Dans quel sens pèseront les municipales ? Un pas de plus vers le piège Macron/Le Pen, duel dont on ne connaît pas l'issue, ou dégagement d'une alternative progressiste ? Qui votera : les classes aisées urbaines ou bien les travailleurs et les quartiers populaires ? Et dans ce cas, comment faisons-nous exister notre projet pour nous faire identifier et éviter la montée du Front National chez les plus en colère ? Andrea Kotarac, leader de la FI il y a peu, sera la tête de liste du RN sur la Métropole. L'effacement de la lutte des classes est dans le collimateur. Les verts jouent la même partition, s'imaginant troisième larron de l'élection présidentielle. C'est ce qui explique leur refus de tirer une liste de rassemblement à Lyon dont ils auraient pu légitimement être en tête, leurs listes autonomes à Vénissieux et Villeurbanne, les deux grosses villes de gauche de l'agglomération. Ils portent eux aussi l'effacement de l'affrontement capital/travail, du clivage gauche droite, il faut gommer la lutte des classes ! Il est certain qu'un fort mouvement social sur les retraites serait une bouffée d'air à partir duquel nous pourrions tirer tout un fil rouge sur les salaires, la sécurité sociale, l'égalité femmes/hommes, la formation... Notre engagement pour la réussite du 5 décembre doit être visible. Dans nos villes, prenons des décisions pour mobiliser, fermeture des mairies, départs collectifs, distribution avec les élus devant les entreprises... Programmes et bilans, c'est important mais il faut replacer cette bataille des municipales dans le contexte de lutte pour arrêter la régression sociale, préserver les conquises et gagner de nouveaux droits pour les populations, sinon les meilleurs rassemblements ne suffiront pas. Et notre capacité à porter nos propositions dans le mouvement social est essentiel pour que la colère ne s'enferme pas dans le vote pour le Rassemblement National. Le conseil national doit se mettre en situation de concrétiser les axes de travail proposés, de

mesurer les avancées et les blocages. Il n'y aura pas de "spontanéisme" pour aller à l'entreprise. Soyons déterminés !

#### **42 Hélène Bidard – Paris**

Nous venons de vivre une manifestation historique avec 150 000 manifestant.e.s en France. Depuis 2017 le mouvement metoo continue et il va continuer, comme un mouvement de transformation sociale majeur, avec l'enjeu écologique. Les mouvements féministes sont entrés dans une phase intense d'intervention politique à l'échelle mondiale, malgré de fortes résistances, également en France. Les femmes se mobilisent, se solidarisent, revendiquent l'égalité dans tous les secteurs. Regardez en France comment la question des féminicides s'est imposée en quelques mois s'appuyant sur le décompte morbide des femmes assassinées tous les 2 jours par leur conjoint ou ex. La société française demande aux pouvoirs publics d'intervenir. Il reste 4 entraves : le renforcement des inégalités lié aux politiques d'austérité et aux choix économiques, la seconde c'est la progression des forces d'extrême droite, la troisième c'est le sexisme qui perdure et la quatrième c'est la sous-estimation par les organisations politiques, y compris la nôtre, qui est une des raisons de la crise de la représentation politique.

#### **43 Jean-Marc Durand – Drôme** *non communiquée*